**Cohésion sociale et chaîne de valeur**

**Dans trois groupements de la province du Sud-Kivu et la ville d’Uvira, les conditions économiques et sociales se sont améliorées pour les habitants, les foyers et les groupes sociaux**

|  |
| --- |
| La République démocratique du Congo (RDC) est l'un des pays les plus pauvres du monde. L'Est du pays souffre depuis de nombreuses années d'une crise prolongée et de conflits armés récurrents avec l’absence d’un état de droit capable de répondre efficacement aux causes et aux conséquences liées à cette crise dont nous pouvons citer, entre autres effets, la destruction d’infrasrtuctures et des circuits économiques ainsi qu'une érosion constante de l'ordre étatique et social. Cette situation est exacerbée dans les provinces situées à l’Est de la RDC dont le Nord et le Sud Kivu et l’Ituri et contribue grandement à la dégradation croissante de tous les moyens de subsistance. Les services sociaux élémentaires sont inexistants, la corruption est présente à tous les niveaux, et la situation de la Femme reste la plus exposée étant cible dans les attaques armées et étant aussi actrice pour la résilience de la famille afin de rélever le niveau de vie dans sa communauté. |



|  |  |
| --- | --- |
| **Client** | Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement - BMZ |
| **Régions** | Sud-Kivu |
| **Partenaire** | Ministère du Plan |
| **Durée** | 2022– 2025 |

# Objectifs

Le projet de l’aide transitoire soutient à la fois des initiatives visant à générer des revenus et la mise en place de mécanismes de prévention et de gestion des conflits pour changer les normes sociales, qui sont actuellement caracterisées par des intérêts particuliers, des structures de gouvernance faibles, des traumatismes et des violences sexuelles et celles basées sur le genre en vue de réduire le pouvoir de la Femme au niveau communautaire.

Le projet se focalise sur la Plaine de la Ruzizi et plus généralement le territoire d’Uvira, située dans la province Sud Kivu à l’Est de la RDC, dont l’objectif est de permettre aux individus, aux ménages, aux groupes sociaux ainsi qu'aux structures administratives locales de mettre en œuvre davantage de pratiques sociales et économiques de développement durable.

# Défis et opportunités

Depuis de nombreuses années, l’est du de la Rép. Dém. du Congo souffre d’une crise persistante et de conflits armés récurrents. La Plaine de la Ruzizi n’est pas épargnée et est régulièrement le théâtre de conflits et de violences. Les dynamiques des conflits sont caractérisés à la fois par la présence des groupes armés, par les conflits intercommunautaires et par les conflits interpersonnels. Dans certains groupements, une dualité de pouvoir entrave le développement d’une gouvernance locale fonctionnelle.

Malgé la richesse en ressources naturelles, les ménages parviennent à peine à assurer leur subsistance et la population fait face à un manque des perspectives économiques, notamment parmi les jeunes. A ceci s’ajoute les mouvements de déplacés internes depuis zones encore plus fragiles, qui sont accueilis dans des familles d’acceuil, sans rélles perspectives par rapport à leur éventuel retour.

Dans ce contexte, le projet identifie des opportunités de créer et développer des solutions de revenus alternatifs dans le secteur agricole et non-agricole, tout en consolidant favorisant les perspectives de vie au travers du renforcement des capacités d’adaptation de la population et de transformation par des mesures de coexistence pacifique et de la cohésion sociale. Dans ce cadre, la résilience des personnes et des institutions face aux effets et aux conséquences des crises est renforcée et des perspectives de développement durable sont créées.

# Champs d’intervention

Le projet est directement axé sur les champs d'action de la stratégie du Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement allemand (BMZ) en matière d'aide transitoire structurante, qui a comme objectif global de renforcer la résilience des personnes et des institutions face aux effets et aux conséquences des crises et decréer des perspectives de développement durable. C’est pourquoi le projet vise à permettre aux individus, aux ménages, aux groupes sociaux ainsi qu’aux structures administratives locales du Sud-Kivu de mettre en œuvre davantage des pratiques sociales et économiques de développement durable et pacifique.

Pour y arriver, le projet se focalise sur 4 champs d’action :

(1) **La gestion non-violente des conflits à travers des activités sur le dialogue social**. Afin d’améliorer la manière dont les conflits sont gérés au niveau individuel et intercommunautaire, le projet appui le renforcement des capacités des structures de paix traditionnelles, à l’instar des comités de gestion de conflits. Les activités sociales communes, telles que les événements culturels et sportifs, créent des environnements propices aux rencontres informelles et positives entre différentes communautés. Ceci contribue aux bonnes relations inter-comunautaires pour la consolidation d’un réseau de communication et de gestion pacifique des éventuels conflits, ainsi que pour le renforcement de la confiance et de la cohésion sociale inter-communaitres.

(2) **L’amélioration de la situation des revenus au niveau des individus et des ménages**. Le projet appuie, d’un côté, l’augmentation de l’offre de produits alimentaires au profit de la population locale et de l’autre, la création de revenus dans le secteur agricole et d’activités génératrices de revenus dans le secteur non agricole. Le renforcement des structures productives et des capacités économiques le long des chaînes de valeur augmente la résilience de la population locale face aux crises et sa capacité à s'approvisionner de manière autonome. La création de perspectives financières entraîne une augmentation des revenus au niveau des ménages et soutient l'autonomisation et l'égalité des femmes.

Concrètement, le projet renforcera les capacités des individus et des ménages au travers de formations dans le domaine agricole, par ex. sur les graines ou la production, ainsi que des mesures de renforcer l’entrepreneuriat.

(3) **La mise en œuvre des plans locaux de développement par les acteurs à la base**. Les activités de promotion de la bonne gouvernance en tant que cadre d'alternatives économiques durables et de cohésion sociale visent à renforcer les capacités adaptatives et transformatives des comités locaux de développement pour la planification et la fourniture de services sociaux et économiques de base et renforcent aussi bien le groupe cible que les autorités locales et représentants d'opinions. La priorisation des mesures d'intérêt général à mettre en œuvre à partir des plans de développement se fait dans le cadre de processus participatifs inclusifs au niveau communautaire, par le biais des comités locaux de développement créés à cet effet par le gouvernement provincial.

(4) **L’appui à l’égalité de genre au niveau des ménages.** Le projet renforce des compétences et capacités pour que les femmes et filles participent aux décisions au niveau individuel et social. D’un côté, l’accent est mis sur la participation des femmes aux activités du projet afin d’améliorer les conditions socio-économiques des femmes. De l’autre côté, le projet implique les hommes pour cibler le changement de normes sociales et la masculinité positive. Les activités visent à réhausser la considération sociale de la femme et incluent des cours d’alphabétisation, des formations au leadership féminin et des activités sur les multiplicateurs masculins.